

Le député qui a la parole ne limite pas ses propos à la première phrase, c'est-à-dire celle qui fait maintenant l'objet du débat. Celui-ci traite. . .

Le président suppléant (M. Paproski): J'écoutais très attentivement le député et j'étais sur le point d'intervenir. Je parlais à un autre député. Je reconnais le bien-fondé de l'intervention du député de Surrey-Nord et je saurais gré au député de Gander—Grand Falls de s'en tenir à l'objet du débat.

M. Baker: Monsieur le Président, j'en venais au point que je voulais soulever, mais je tenais d'abord à dire qu'il y a une rumeur qui court ici, lancée par le NPD. Selon la rumeur le premier ministre de Terre-Neuve aurait fait certaines déclarations qu'il n'a pas faites en réalité et qui ne sont consignées nulle part.

J'en viens maintenant au point que je voulais soulever, monsieur le Président, et je serai très bref. Notre système de soins de santé est la chose la plus importante dans notre pays. Il faut protéger notre système de soins de santé, mais les gouvernements provinciaux n'y arrivent pas, spécialement les gouvernements provinciaux les plus pauvres, ceux qui n'ont pas les fonds nécessaires pour offrir des soins de santé du même niveau que ceux offerts dans d'autres provinces, ceux qui sont obligés de fermer des lits, ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter le matériel nécessaire pour offrir des soins adéquats en 1992 parce que le matériel neuf coûte trop cher.

Les provinces se trouvent dans une situation où elles sont simplement incapables d'assumer les coûts, et ce au moment même où le gouvernement fédéral décide de limiter ses transferts en matière de soins de santé.

• (1630)

Comme le député de Broadview—Greenwood l'a signalé à maintes reprises, le gouvernement fédéral a laissé diminuer les recettes fiscales qui lui viennent des particuliers et sociétés très riches, si bien que les recettes fiscales des gouvernements provinciaux ont diminué elles aussi.

Quand nous remplissons notre déclaration d'impôt sur le revenu, à Terre-Neuve par exemple, nous établissons l'impôt fédéral à payer. Ensuite, il faut en soustraire 62 p.100, et c'est ce qui est versé au gouvernement provincial.

Les crédits

Il y a au Canada des contribuables qui touchent 500 000 \$ par année et ne paient pas un sou d'impôt. C'est ce que permet notre régime fiscal, et le nombre de ces contribuables augmente. Dans ces conditions, les recettes provinciales se tarissent.

Le vérificateur général a expliqué le phénomène très simplement en 1987 en disant dans son rapport que les députés et le Parlement s'efforçaient sans cesse de produire un moteur plus efficient pour constater que la quantité de carburant consommée ne diminuait jamais, jusqu'à ce qu'ils repèrent des trous minuscules dans le réservoir d'essence. Ces trous, selon le vérificateur général, ce sont les dépenses fiscales.

Le gouvernement du Canada n'a pas tenté de régler le problème, et des provinces comme Terre-Neuve ont vu diminuer leurs recettes fiscales. Les paiements de transfert ont commencé à diminuer également, et voici que nous essayons d'assurer les services de santé et les services hospitaliers au moyen de ressources réduites.

En guise de conclusion, je m'insurge vigoureusement contre tous ceux qui peuvent faire des affirmations gratuites à la Chambre contre le premier ministre de Terre-Neuve qui fait de son mieux, avec la plus grande honnêteté, pour essayer de diriger sa province avec de maigres ressources. On ne doit pas lui prêter des propos qu'il n'a pas tenus, et j'espère que les néo-démocrates auront l'honnêteté de reconnaître qu'il n'a pas fait cette déclaration et de retirer leurs accusations.

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, je vais tenter de répondre à cette question, mais elle s'adresse plutôt à mon collègue libéral de Gander—Grand Falls. Le député s'énervait un peu, c'est dans sa nature et cela ne pose pas de problème. C'est l'endroit parfait pour s'énervier quand il y a quelque chose qui nous tient à coeur. Il semblait prétendre que la motion présentée cet après-midi par le Nouveau Parti démocratique reposait en partie sur des faussetés.

Il en avait surtout contre les observations que nous avons faites au sujet des propos du premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells. Le 30 décembre 1991, *The Ottawa Citizen* titrait «Wells conteste l'universalité des programmes sociaux».